

Les Echos



« J'ai pris la décision de commander 2.000 munitions télé-opérées, autant pour les besoins de l'armée française que pour l'Ukraine », a déclaré Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, à l'occasion d'une visite de l'usine du fabricant de drones Delair. (Michel Euler/Ap/IPA)

Armement : Paris commande 2.000 drones kamikazes, en partie destinés à l'Ukraine

La commande sera passée dans les prochaines semaines par le ministère français des Armées. La France accuse actuellement un retard dans le développement de drones.

Publié le 1 mars 2024

Paris muscle son arsenal dans les drones. « J'ai pris la décision de commander 2.000 munitions télé-opérées » de conception française, a annoncé, jeudi, le ministre des Armées Sébastien Lecornu : Ces drones serviront « autant pour les besoins de l'armée française que pour l'Ukraine », a-t-il précisé au cours d'une visite de l'usine du fabricant de drones Delair à Labège, en banlieue de Toulouse (sud-ouest).

« Les drones kamikazes sont absolument fondamentaux dans la conduite des opérations » et vont pouvoir constituer un « [complément du canon Caesar](#) en matière d'artillerie », a-t-il plaidé jeudi. Au total, 100 munitions télé-opérées (MTO) seront destinées en urgence à Kiev.

« Effort de rattrapage important »

Actuellement confronté à une pénurie d'obus, Kiev a recours à grande échelle aux drones chargés d'explosifs, notamment aux petits drones issus du marché civil bricolés pour emporter une charge explosive. Paris entend profiter notamment du retour d'expérience que fournira l'utilisation de ces drones en Ukraine pour améliorer les technologies de protection contre la guerre électronique et le brouillage GPS massivement utilisé par les forces russes.

Sébastien Lecornu : ces premiers investissements dans des MTO « participent à un effort de rattrapage important pour nos armées », alors que la France accuse un retard dans le développement de drones. L'an passé, voyant l'utilisation massive en Ukraine de ces MTO, déjà utilisés lors du conflit au Haut-Karabakh, Paris avait passé en urgence une commande de près d'une centaine de munitions télé-opérées américaines Switchblade.

Des livraisons en 2024

La commande que s'apprête à passer le ministère s'inscrit dans le cadre du projet Colibri visant à développer une MTO capable d'opérer dans un rayon de 5 km pour un coût unitaire inférieur à 20.000 euros. Elle sera passée auprès de deux consortiums rassemblant un droniste et un spécialiste de pyrotechnie, d'un côté Delair et Nexter, de l'autre le droniste Novadem et MBDA. L'appel à projets est cependant ouvert à d'autres compétiteurs potentiels.

La répartition entre l'armée française et les besoins ukrainiens des 1.900 restants n'a pas été précisée. Tous devront être livrés en 2024-2025. Le drone UX-11 de Delair pèse 1,4 kg et peut voler pendant 1h20 jusqu'à 25 kilomètres en emportant une charge de quelques centaines de grammes.



Une entreprise dressée en modèle

Cette PME d'une centaine de salariés est « une vitrine de ce qu'il faut faire en économie de guerre », a salué Sébastien Lecornu, évoquant une capacité de montée en cadence rapide et le fait qu'elle ait commencé à étudier avec des partenaires ukrainiens la possibilité d'une production locale. Delair a déjà fourni à Kiev depuis l'été 100 drones UX-11 de reconnaissance ainsi que 50 drones DT-26 plus massifs. Elle s'appête par ailleurs à lui en livrer 150 supplémentaires.

Les Ukrainiens ont sélectionné ces drones car ils ont la particularité de bien résister au brouillage. « Nos systèmes bénéficient aussi du retour d'expérience des Ukrainiens », qui ont permis une quinzaine d'améliorations du drone entre septembre et novembre, a affirmé le président de Delair Bastien Mancini. L'entreprise produit actuellement une cinquantaine de drones par mois et est passée en un an d'une production de quatre à douze « gros drones » DT-26 et DT-46 par mois, a-t-il ajouté.

Cette montée en cadence s'est traduite dans ses revenus. Delair a ainsi réalisé un chiffre d'affaires d'« un peu plus de 10 millions d'euros » l'an passé. Un chiffre qui devrait doubler, selon lui.

Les Echos